Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 32 (2005)

Heft: 3

Artikel: Place économique suisse : "Seigneur, donne-nous la force de nous réformer!"

Autor: Ribi, Rolf / Walser, Rudolf / Gaillard, Serge

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-911976

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

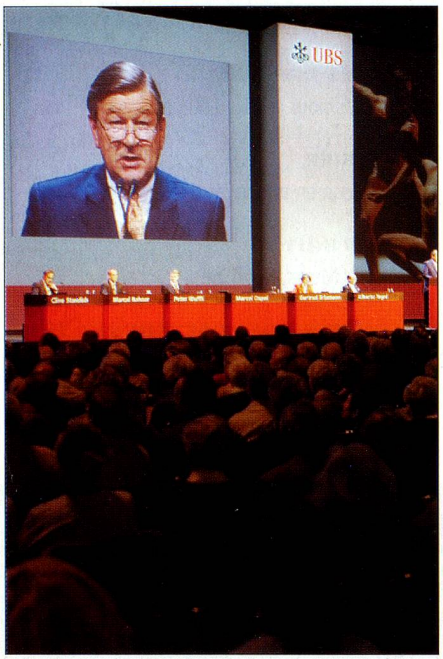
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Seigneur, donne-nous la force de nous réformer!»

Où en est l'économie suisse au classement mondial? Ses vertus comptent-elles toujours, ou la voie choisie conduit-elle à l'impasse? Six atouts et six faiblesses de la place économique suisse.

ROLF RIBI

Keystone



Un gagneur: Marcel Ospel, UBS.

«EN 2028, selon une extrapolation simple, la Suisse sera l'un des pays les plus pauvres d'Europe occidentale si la faiblesse accusée depuis 1980 par la croissance moyenne se prolonge.» Personne n'a jamais décrit l'évolution de la croissance et du pouvoir d'achat en des termes aussi crus que Jean-Daniel Gerber, secrétaire d'Etat au Département fédéral de l'économie.

Même son de cloche à l'association faîtière de l'économie: «Au début des années 1990, la Suisse était encore le bon élève en politique économique. Entre-temps, elle a perdu beaucoup de terrain: l'attrait de la place fiscale s'émousse, la dette des pouvoirs publics est forte, la croissance économique faible, les règlements officiels se multiplient et la volonté d'investir fond», déclare Rudolf Walser, membre de la direction d'*economiesuisse* (cf. page 5).

Ces pronostics plutôt pessimistes sont-ils mérités, ou peint-on volontairement le diable sur la muraille pour imposer des réformes? En comparaison internationale, la compétitivité de l'économie suisse reste en tout cas en bonne position et la place économique suisse est toujours de premier ordre.

La Suisse au classement mondial

L'étude annuelle du *World Economic Forum* (WEF) détermine la compétitivité des pays à l'aide de deux chiffres: pour les possibilités de croissance à long terme *(growth competitiveness)*, la Suisse figure au 8e rang (sur 104 Etats) en 2004 (2003: 7e), les meilleures places revenant à la Finlande, aux Etats-Unis, à la Suède et à Taiwan; pour le second indice, qui évalue le niveau de prospérité, de productivité et de contexte entrepreneurial *(business competitiveness)*, la Suisse occupe même le 5e rang (2003: 7e) sur 98 pays, derrière les Etats-Unis, la Finlande, l'Allemagne et la Suède.

L'enquête annuelle de l'institut lausannois IMD détermine la capacité d'un pays à créer un climat favorable aux entreprises à l'aide de données et de sondages. Dans ce classement *(World Competitiveness Yearbook)*, la Suisse occupe en 2004 la 14e place sur 104 pays (2003: 9e). Les champions sont les Etats-Unis, Singapour, le Canada et l'Australie.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse a été le pays le plus prospère du monde pendant des décennies. Aujourd'hui encore, à l'aune du PIB par habitant, elle fait partie des plus riches des 30 pays membres de l'OCDE, avec le Luxembourg, la Norvège, les Etats-Unis et l'Irlande. Quant au pouvoir d'achat des habitants de 70 grandes villes du monde (calculé sur la base des prix et salaires nationaux), une étude mondiale de l'UBS révèle qu'il est le plus fort à Zurich, Bâle, Genève et Lugano, qui devancent Luxembourg, Los Angeles et Miami.

En comparaison internationale, d'autres facteurs sont encore en faveur de notre pays: la Suisse est un des pays les plus internationalisés du monde, c'est-à-dire qu'on y trouve le nombre le plus élevé d'entreprises mondiales par habitant. C'est là une preuve de la puissance internationale des entreprises suisses et de l'attrait de la place suisse pour les compagnies étrangères.

Où règne-t-il enfin la plus grande liberté économique? Selon le célèbre institut Cato, à Washington, c'est à Hongkong, Singapour et aux Etats-Unis. La Suisse est en bonne place, au 9e rang. Les critères déterminants de cette comparaison sont la liberté de la concurrence, la protection de la propriété et des personnes, la liberté de choix en matière économique, l'indépendance des tribunaux et l'influence du gouvernement sur l'économie.

Citons pour finir un facteur non économique, la qualité de la vie. L'étude de la société britannique *Economist Intelligence Unit* se fonde sur des sondages de satisfaction et sur neuf indicateurs tels que revenu, santé, liberté, taux d'emploi, vie de famille, stabilité politique et sécurité. Où la vie est-elle alors la plus agréable? En Irlande, puis en Suisse!

Les atouts...

Quels sont aujourd'hui les forces et les faiblesses concrètes de la place économique suisse? Six points positifs sont à relever.

Conditions-cadres. Les entreprises suisses et les compagnies étrangères actives en Suisse «profitent de conditions générales qui sont importantes pour le développement durable et qui se distinguent largement des conditions à l'étranger», note le professeur Georg von Krogh, de l'Université de St-Gall. Il relève «un contexte politique favorable à

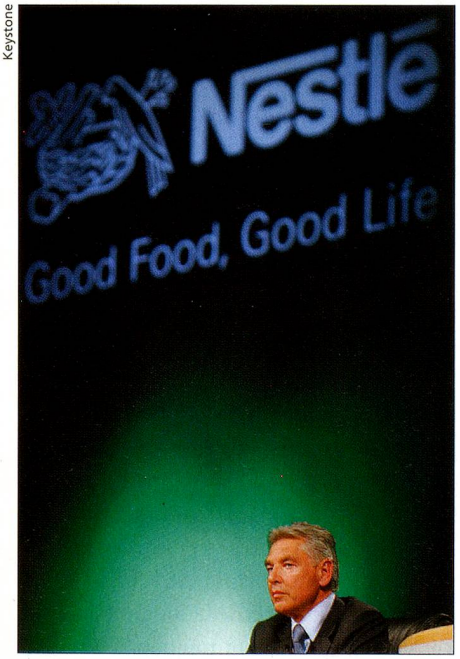
l'économie, en comparaison internationale». La stabilité politique et sociale du pays favorise les stratégies entrepreneuriales axées sur le long terme.

Lieu de production. Plusieurs compagnies suisses d'exportation sont des championnes internationales de leur branche. Des noms bien connus comme Nestlé, Credit Suisse, UBS ou Novartis figurent parmi les cent entreprises qui réalisent le meilleur chiffre d'affaires au monde. D'autres sont des *global players* non moins importants dans leur domaine, tels Adecco (services de placement), Swatch Group (montres), Holcim (matériaux de construction), Schindler (ascenseurs) ou Roche (pharmaceutiques).

«Nous avons de bonnes cartes en main pour être un site de production sain», déclare Rolf Schaumann, président du conseil d'administration du holding technologique ABB Suisse. Ses arguments: main-d'œuvre hautement qualifiée, bon partenariat social, excellentes infrastructures publiques, «productivité de loin la plus forte en Europe».

La force de la place économique suisse ressort aussi du fait que de plus en plus de sociétés étrangères s'installent en Suisse «plutôt que dans des pays comparables comme les Pays-Bas, la Suède, l'Autriche, le Danemark et la Finlande», comme le souligne Rudolf Walser, d'*economiesuisse.* Et la Suisse n'est pas recherchée uniquement comme siège du quartier-général ou pour ses services, mais aussi comme site de production.

Keystone



Un gagneur: Peter Brabeck, Nestlé.

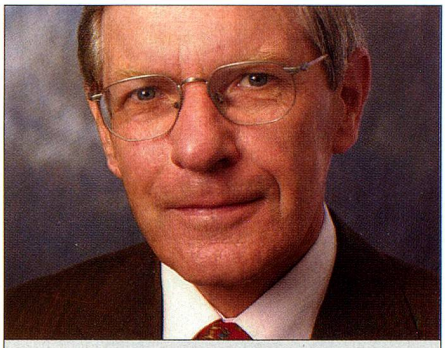
Ces dernières années, pour les seuls Etats-Unis, 600 sociétés américaines ont créé des dizaines de milliers d'emplois dans notre pays. «C'est un plaisir d'être entrepreneur en Suisse», proclame le manager américain Manfred W. Herr. Il se réfère notamment à la «productivité très forte, main-d'œuvre motivée, bon niveau de formation et fiscalité raisonnable des entreprises».

Ces toutes dernières années (pour ne prendre qu'elles), des compagnies américaines aussi prestigieuses que Google (internet), Zimmer (technique médicale), E-Bay (internet), General Mills (alimentation), Ralph Lauren (mode), Gillette (soins corporels), Procter&Gamble (biens de consommation) ou Starbucks (café) ont transféré en Suisse leur siège principal, leur siège européen, leur site de production ou leur centre de recherche. De nombreuses compagnies japonaises ou allemandes leur emboîtent le pas.

Marché de l'emploi. Quand la conversation passe au marché de l'emploi, l'étranger nous envie. La faiblesse du chômage (3,8%), le taux d'activité très élevé (80% de toutes les personnes capables de travailler ont une activité professionnelle), le record des heures travaillées, la faiblesse du chômage des jeunes, la forte activité des femmes et des personnes âgées, enfin la liberté fondamentale de résilier les contrats donnent une image attrayante de notre monde du travail.

«Le bon niveau de formation est un avantage significatif pour la place suisse», souligne Rolf Schaumann, manager chez ABB. La formation dispensée dans les universités, les hautes écoles spécialisées, les technicums et les apprentissages est aujourd'hui «très bonne». Sont aussi bien notés les chefs d'entreprise: dans une étude de l'IMD (Lausanne), les cadres suisses sont jugés plus expérimentés sur le plan international. On cite notamment leur ouverture d'esprit, leurs capacités linguistiques et leurs nombreux contacts avec l'étranger.

Place scientifique. Stimuler l'inventivité en investissant dans la recherche est vital pour un pays dépourvu de ressources naturelles. «Nous devons être à la pointe de la technologie, et ce à l'échelle mondiale», exige Rolf Staumann (ABB). Pour les dépenses en faveur de la recherche et du développement, la Suisse est dans la peloton de tête, voire tout devant pour la recherche fondamentale. En outre, trois quarts de tous les projets de recherche sont financés par le secteur privé.



Avis de Rudolf Walser sur la place économique suisse

Forces. La Suisse détient toujours quelques atouts dans la compétition internationale des places économiques: la force de son industrie exportatrice, le bon classement de ses hautes écoles au palmarès du savoir et de l'inventivité, la douceur persistante de son climat fiscal, la solidité de son système de prévoyance à trois piliers, ou le fait qu'elle est le siège de plus de sociétés internationales que n'importe quel pays comparable. Enfin, l'excédent élevé de la balance commerciale (13 % du PIB) indique une économie compétitive.

Faiblesses. Au début des années 1990, la Suisse était encore le premier de classe dont on admirait la politique économique: endettement minime des pouvoirs publics, faible nombre de chômeurs, croissance économique moyenne, œuvres sociales solides. Entre-temps, notre pays a perdu beaucoup de terrain. L'attrait de la place fiscale s'émousse, la dette publique est élevée, la croissance faible, la densité normative ne cesse de croître et la volonté d'investir fond.

Que faire? Il est indispensable que la politique et l'économie reconnaissent que la voie passe par une compétitivité accrue face à la concurrence mondiale, une croissance plus forte et de nouveaux emplois, et qu'elles agissent courageusement. Entreprendre des réformes pour développer le marché et la concurrence, présenter un budget solide, abaisser les impôts, diminuer la réglementation et concevoir une sécurité sociale finançable, tout cela exige un *leadership* rigoureux.

Rudolf Walser, membre de la direction d'economiesuisse, association faîtière de l'économie helvétique

Keystone

Gagneurs: Arlette E. Emch et Nick Hayek jun., Swatch Group.

D'autres facteurs prouvent encore le taux élevé d'innovations. Notre pays est celui qui produit le plus grand nombre de publications scientifiques et techniques (toujours par rapport au nombre d'habitants), qui enregistre le plus de brevets et qui compte un nombre exceptionnel de prix Nobel. «Si nous continuons à investir dans la recherche», déclare Charles Kleiber, secrétaire d'Etat à la formation et à la recherche, «nous pourrons rester dans le peloton de tête.»

Marché des capitaux. Les banques de la place financière suisse gèrent et font fructifier quatre billions de francs pour les riches de ce monde. Cette activité de *private banking* est un des atouts de la Suisse. Nos banques sont en mesure de financer des productions gourmandes en capital (quoiqu'elles soient prudentes en matière de capital-risque).

La Banque nationale suisse est l'institution qui, par sa politique monétaire, veille à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités, que les taux d'intérêts et les coûts du capital restent bas et sans concurrence, que l'inflation soit très faible et le franc très fort. Aucun doute n'est permis: les banques et le marché des capitaux renforcent la place économique suisse.

Place fiscale. En Suisse, la charge fiscale des sociétés est «beaucoup plus faible que dans tout l'espace européen», rappelle le professeur Georg von Krogh. En comparaison internationale, effectivement, le taux de la fiscalité (impôts et assurances sociales obligatoires par rapport au PIB) reste toujours faible en 2003 (29,6%). Mais la charge fiscale imposée à l'économie a augmenté ces derniers temps, principalement à cause de l'assurance-chômage.

«Sur le plan fiscal, la Suisse doit continuer à se mesurer aux meilleurs», exige *economiesuisse,* «sinon nous risquons de sombrer en ligue B». Pour le professeur Heinz Hauser (St-Gall), la réforme de la fiscalité des entreprises est un facteur crucial de la compétitivité de la Suisse.

...et les faiblesses

Quelles sont concrètement les faiblesses de la place économique suisse? Ce sont l'absence de concurrence sur le marché intérieur, le niveau élevé des prix, la mauvaise mise en œuvre des innovations, l'intervention croissante de l'Etat, le manque d'ouverture politique du pays – et notre mentalité.

Marché intérieur. La Suisse a un problème de croissance. De 1980 à aujourd'hui, l'économie suisse a crû plus lentement que dans la plupart des pays industrialisés. La croissance économique a deux sources: 1° les heures travaillées et 2° le rendement par heure de travail (productivité). Si la Suisse est en tête pour les heures travaillées, la productivité fait problème – plus précisément la productivité sur le marché intérieur.

Le constat est général. «La faiblesse de la Suisse tient aujourd'hui à l'absence de concurrence, en particulier sur le marché intérieur», explique le conseiller fédéral Joseph Deiss. «La Suisse a besoin de plus de concurrence. Il nous faut affronter la concurrence. Sinon, les conséquences seront le recul de la croissance et la perte de la prospérité», déclare Philipp M. Hildebrand, membre de la direction de la Banque nationale suisse. Pour Jean-Daniel Gerber, secrétaire d'Etat, «c'est la concurrence qui stimule l'entrepreneur et le salarié à améliorer leurs prestations et à innover».

Que faire? Sont exigés en vrac la suppression des monopoles d'Etat et des ententes dans le secteur privé (cartels), l'augmentation de la concurrence dans des domaines tels que la santé, l'agriculture et le marché de l'électricité, la diminution des règlements officiels dans l'économie. «La Suisse est un petit marché fortement régulé, par exemple dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la construction, de la protection de l'environnement et de la définition des produits», déplore Heinz Hauser, professeur à St-Gall.

Prix élevés. L'absence de concurrence dans plusieurs secteurs du marché intérieur a des conséquences: la Suisse est un îlot de cherté. Pour les biens importés, nous payons en moyenne 20% de plus qu'en Allemagne. «Il n'y a aucune raison pour que les prix soient nettement plus élevés chez nous qu'aux Etats-Unis ou au Luxembourg», affirme Aymo Brunetti, économiste en chef au secrétariat d'Etat à l'économie, qui dénonce aussitôt le coupable: «la forte limitation de la concurrence dans d'innombrables domaines».

Le niveau élevé des prix est effectivement surprenant puisque la TVA (de 7,6% seulement, contre 15% dans l'Union européenne), le franc fort (qui favorise les importations) et la faiblesse des taux d'intérêt devraient s'y opposer. Quant aux domaines où les prix devraient baisser, ils sont connus: ce sont les monopoles (électricité, poste, téléphonie, gaz naturel), les importateurs exclusifs «officiels» d'automobiles et d'autres biens, mais aussi l'alimentation, les loyers ou la santé.

Commercialisation des innovations. Au siècle dernier, la science et la technologie suisse ont conquis une position de pointe dans plusieurs domaines. De nouvelles technologies et applications continuent certes à voir le jour, mais leur commercialisation boite. «La Suisse sacrifie à l'offre et néglige la demande», note l'institut Avenir Suisse. Les échanges entre la recherche universitaire et l'économie se heurtent toujours à de nombreux obstacles.

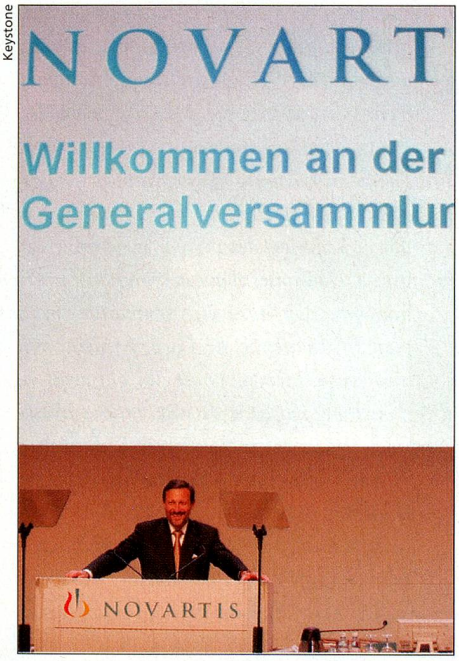
Dans les télécommunications, la Suisse aurait été prédestinée pour un rôle de leader, vu le niveau de ses chercheurs. Mais elle n'a pas été capable de réussir comme Ericsson en Suède et Nokia en Finlande. A l'époque où ces compagnies scandinaves subissaient la pression des marchés internationaux, les télécommunications étaient uniquement du ressort de la Confédération.

Quote-part de l'Etat. «La forte quote-part de l'Etat» est souvent accusée de freiner les affaires et de compromettre la place économique suisse. En fait, ce taux (rapport des dépenses de tous les ménages publics et des assurances sociales obligatoires au PIB) de 39,4% en 2004 (et de 38,8% en 2003) n'est pas du tout mauvais en comparaison internationale. Seuls le Japon et les Etats-Unis sont encore meilleurs que la Suisse.

Mais il faut reconnaître que la quote-part de l'Etat a fortement augmenté depuis 1990. «Cette augmentation est due à la récession et aux dépenses accrues de l'assurance-chômage qu'elle a entraînées», explique l'Office fédéral de la statistique. «Nous faisons partie des pays à quote-part relativement faible de l'Etat», note le conseiller fédéral Joseph Deiss, à quoi l'économe saint-gallois Gebhard Kirchgässner rétorque que «des pays à quote-part plus forte, comme le Danemark ou la Suède, ont connu une croissance économique plus forte que la Suisse.»

Quoi qu'il en soit, stabiliser la quote-part de l'Etat est un but déclaré de la politique et de l'économie.

Keystone



Un gagneur: Daniel Vasella, Novartis.

Politique du cavalier seul. Un des points faibles de la Suisse est son manque d'intégration dans l'Union européenne. Notre économie ne peut participer que d'une façon limitée au dynamisme du plus grand marché intérieur du monde. «Du point de vue économique, le non de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE) en 1992 a certainement été une faute», affirme le professeur Hauser. Le conseiller fédéral Deiss parle lui aussi d'une «mauvaise décision. Les conséquences en sont massives: nous n'avons pas réalisé les réformes nécessaires.»

Eh oui! En Autriche, pays membre de l'UE, la performance globale de l'économie a crû de 18% entre 1995 et 2003, la productivité de 18% également; en Suisse, pays hors de l'UE, l'augmentation respective a été de 12% et 6% seulement.

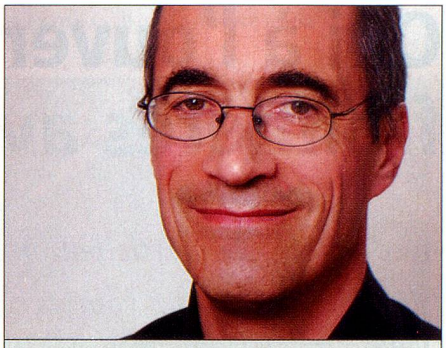
Notre mentalité. La stagnation de l'économie suisse a aussi des racines psychologiques. «Le pays a peur de l'avenir. Chaque adaptation aux règles internationales du jeu est repoussée. Le système Suisse est devenu inerte» (Fulvio Pelli, président du PRD). «Dans un pays qui a atteint un niveau de vie élevé, on pense plutôt à conserver les acquis» (Joseph Deiss, conseiller fédéral). «Nous ne nous soucions plus de rendement, nous nous satisfaisons d'un seul point de croissance économique» (Adolf Ogi, ancien conseiller fédéral).

Ecoutons encore une voix autorisée: «La Suisse ne connaît pas de pression douloureuse. Objectivement parlant, les Suisses continuent à aller bien, le niveau de vie est toujours très élevé. Mais la position relative change», relève Beatrice Weder di Mauro, professeure et membre du Conseil économique des sages en Allemagne.

«Seigneur, donne-nous la force!»

La Suisse va-t-elle dans le mur, comme l'en prévient le secrétariat d'Etat à l'économie dans son extrapolation? Ecoutons le professeur Kirchgässner: «La Suisse ne sera certainement pas un hospice de pauvres. Mais un coup d'œil par dessus les frontières montre qu'elle pourrait perdre sa position de tête: la province autrichienne du Vorarlberg dépasse aujourd'hui la Suisse orientale en termes de performance économique.» «Seigneur, donne-nous la force de nous réformer, mais pas tout de suite!» Ce vœu pieux des Confédérés ne suffira plus, désormais.

Traduit de l'allemand.



Avis de Serge Gaillard sur la place économique suisse

Forces. Dans de nombreux secteurs, la Suisse compte des entreprises novatrices et d'une productivité bien supérieure à la moyenne, qui sont habituées à s'adapter rapidement au changement de conditions sur les marchés mondiaux. C'est le cas par exemple de l'industrie chimique, de celle des machines et des montres, mais aussi de la place financière. La Suisse dispose d'une main-d'œuvre bien formée, de hautes écoles relativement bonnes et d'infrastructures fiables. Les pouvoirs publics travaillent efficacement. La charge fiscale et les redevances sociales des individus restent modérées, en comparaison internationale, même si elles ont augmenté ces dernières années.

Faiblesses. Contrairement à certains pays scandinaves, la Suisse n'a jamais réussi à assurer une exploitation stable des ressources par une politique monétaire et budgétaire habile. Le sous-emploi a crû très fortement. L'industrie exportatrice a été exposée momentanément à des variations extrêmes des taux de change. Le chômage qui en est résulté a entraîné une augmentation rapide des dépenses sociales. En outre, la Suisse se paie le luxe d'une agriculture coûteuse et d'un système de la santé ruineux.

Que faire? Pays de petite taille, la Suisse dépend de marchés ouverts. Une prémisse essentielle est d'entretenir des bons rapports avec l'Union européenne. Il est important que la Suisse étende la libre circulation des personnes aux nouveaux Etats membres de l'UE en même temps que les pays de celle-ci.

Serge Gaillard, économiste en chef de l'Union syndicale suisse